

Commission paritaire pour le travail
travaux ou services de proximité

intérimaire et les entreprises agréées fournissant des
NR

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 OCTOBRE 2005 CONCERNANT
L'INSTITUTION D'UN FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE POUR LES
INTERIMAIRES ET LA FIXATION DE SES STATUTS**

Chapitre 1^{er} : INSTITUTION, DENOMINATION, SIEGE SOCIAL, OBJET, DUREE

Article 1er

La présente convention collective de travail remplace et abroge, au 1^{er} janvier 2005, la convention collective de travail du 16 juin 2003, conclue au sein de la Commission paritaire pour le travail intérimaire, concernant l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts.

A partir du 1^{er} janvier 2005, la présente convention règle le fonctionnement du fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires (dénommé ci-après Fonds social), créé par la convention collective de travail 36bis du 27 novembre 1981, conclue au sein du Conseil national du travail concernant l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 9 décembre 1981, publié au Moniteur belge le 6 janvier 1982.

Article 2

Le siège du Fonds social est établi à 1000 Bruxelles, avenue du Port, 86C, boîte 302.

Article 3

Le Fonds social a pour objet :

- 1° de percevoir les contributions nécessaires à son fonctionnement;
- 2° lorsque l'entreprise de travail intérimaire ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires à l'égard des travailleurs intérimaires, de payer aux travailleurs :
 - a) les rémunérations dues en vertu des conventions individuelles ou collectives de travail;
 - b) les indemnités et avantages dus en vertu de la loi ou de conventions collectives de travail;
- 3° d'octroyer tout avantage social aux travailleurs ou d'accorder des services aux travailleurs et employeurs, qui feront l'objet d'une convention collective de travail ultérieure;
- 4° d'octroyer aux travailleurs intérimaires des avantages de même nature que ceux prévus aux articles 33 et 35 de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises ;

- 5° promouvoir auprès des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs ainsi qu'auprès de leur personnel permanent et intérimaire, un esprit de sécurité sur les lieux de travail en vue de sauvegarder la santé et l'intégrité physique des travailleurs et d'améliorer leurs conditions de travail ;
- 6° d'octroyer aux travailleurs intérimaires une prime de fin d'année dans les conditions et modalités déterminées par la convention collective de travail du 16 juin 2003 concernant la prime de fin d'années des travailleurs intérimaires pour la prime de 2005 et de la convention collective de travail du 11 octobre 2005 concernant la prime de fin d'années des travailleurs intérimaires à partir de la prime 2006 ;
- 7° d'accorder aux travailleurs intérimaires des avantages de même nature que ceux prévus à l'article 41 de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises ;
- 8° de promouvoir des initiatives pour l'emploi en faveur des groupes à risque.
- 9° de promouvoir des initiatives en matière de formation.

Article 4

Le Fonds social est institué pour la durée fixée à l'article 28.

Chapitre II : CHAMP D'APPLICATION

Article 5

Les présents statuts, de même que les modalités d'exécution fixées, s'appliquent :

a) aux entreprises de travail intérimaire visées à l'article 7, 1° de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaires autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire 124, les articles 14 b), 14 c) et 25 ne sont pas d'application; par contre, l'article 15 est d'application pour ces entreprises ;

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaires non autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire 124, l'article 15 n'est pas d'application.

b) aux travailleurs intérimaires visés à l'article 7, 3° de la loi précitée du 24 juillet 1987, qui sont occupés par ces entreprises de travail intérimaire.

En ce qui concerne les intérimaires occupés via des entreprises de travail intérimaires autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire 124, les articles 14 b), 14 c) et 25 ne sont pas d'application; par contre, l'article 15 est d'application à ces intérimaires ;

En ce qui concerne les intérimaires occupés via des entreprises de travail intérimaires non autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire 124, l'article 15 n'est pas d'application.

Chapitre III : ADMINISTRATION

Article 6

Le Fonds social est géré par un Conseil d'administration, composé paritairement, d'une part, de représentants des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs et, d'autre part, de représentants des travailleurs.

Ce Conseil comporte quatorze membres, à savoir sept délégués présentés par les organisations des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs, et sept délégués présentés par les organisations de travailleurs.

La Commission Paritaire pour le travail intérimaire désigne et révoque les membres du Conseil d'administration ; elle peut modifier le nombre d'administrateurs fixé au deuxième alinéa.

Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour un terme de quatre ans.
Leur mandat est renouvelable.

En cas de décès, de démission ou de révocation d'un administrateur, la Commission Paritaire pourvoit à son remplacement. Le nouveau membre désigné achève le mandat de son prédécesseur.

Article 7

Chaque année, le Conseil d'administration désigne en son sein un président et un vice-président. Ces fonctions sont exercées alternativement par un délégué des entreprises de travail intérimaire ou des utilisateurs et un délégué des travailleurs.

Le Conseil d'administration désigne également les personnes chargées du secrétariat.

Article 8

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par an et chaque fois qu'au moins un tiers du conseil en fait la demande.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. En cas d'absence du président, la séance du Conseil d'administration est présidée par le vice-président et à défaut de ce dernier, par le doyen d'âge.

Le Conseil d'administration ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs et d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votants dans chaque délégation.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le Conseil d'administration et signés par celui qui a présidé la réunion.

Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs dont l'un mandaté par la délégation des travailleurs et l'autre par la délégation des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs.

Article 9

Le Conseil d'administration a pour mission la gestion du Fonds social dans son sens le plus étendu, y compris toutes mesures nécessaires à son bon fonctionnement et à la réalisation de son objet.

Afin d'atteindre les objectifs tels que fixés à l'article 3 de la présente convention collective de travail, le Conseil d'administration peut décider que des frais d'enquête, de formation, de publicité et autres seront supportés par le Fonds social.

Le Conseil d'administration détermine dans son budget annuel les frais d'administration à imputer sur les recettes du Fonds social.

Il peut établir un Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil d'administration est valablement représenté dans toutes ses actions et à toutes fins, y compris toutes actions judiciaires, tant en demandeur qu'en défendeur, par le président ou par l'administrateur qu'il délègue pour assurer cette représentation.

Les membres du Conseil d'administration ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat; ils ne contractent aucune obligation personnelle du fait de leur participation à la gestion du Fonds social, ni à l'égard des engagements pris par le Fonds social.

Article 9bis

Les entreprises de travail intérimaire sont tenues d'envoyer au Fonds social, au plus tard avant la fin du mois qui suit la fin du trimestre concerné, une déclaration trimestrielle. Il s'agit d'une liste mentionnant, pour chaque travailleur intérimaire, le nom, la date de naissance ou le numéro d'inscription au registre national, la rémunération proméritee et le nombre de jours prestés.

Si la déclaration à l'O.N.S.S. reprend ces mentions, il suffit d'en envoyer une copie au Fonds social.

L'obligation prévue par le présent article vaut également pour les rectifications qui pourraient être apportées par la suite aux déclarations trimestrielles.

Les entreprises de travail intérimaire agréées qui n'ont pas de siège en Belgique reçoivent à l'avance du Fonds Social un document qu'elles sont tenues d'utiliser pour la déclaration trimestrielle. Elles doivent y mentionner uniquement les prestations des intérimaires qu'elles mettent à disposition sur le territoire belge. Il est de la responsabilité de l'entreprise de travail intérimaire agréée d'entreprendre les actions nécessaires pour que la déclaration trimestrielle soit rentrée dans les délais fixés.

Commentaire

L'obligation relative à cette déclaration trimestrielle se justifie par la nécessité pour le Fonds Social d'exercer une surveillance et un contrôle sur le fonctionnement des entreprises de travail intérimaire, qu'elles soient ou non établies en Belgique.

Ces déclarations trimestrielles sont nécessaires pour que le Fonds social puisse disposer des informations dont il a besoin pour mener à bien ses missions.

Article 10

Le Conseil d'administration peut confier certaines missions à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Article 11

Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière à un Comité de direction, composé paritairement de membres de ce conseil représentant d'une part les entreprises de travail intérimaire et les utilisateurs, et d'autre part les travailleurs, à concurrence de trois membres au moins pour chacune des deux catégories.

Le Comité de direction ne délibère valablement que si tous les membres sont présents ou représentés par procuration régulière donnée à un autre membre de ce comité. Les décisions du Comité de direction sont prises à l'unanimité des voix.

Chapitre IV : FINANCEMENT

Article 12

Le Fonds social dispose des cotisations versées par les entreprises de travail intérimaire visées à l'article 5, a), ainsi que des intérêts des fonds investis.

Article 13

Les cotisations prévues aux articles 14 b) et c) et 15 sont recouvrées et perçues par le Fonds social suivant les modalités déterminées par le Conseil d'administration, conformément à l'article 6 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, à l'exception des dérogations prévues dans les articles 14 b) et c) et 15.

En ce qui concerne les travailleurs intérimaires pour lesquels il n'existe pas d'obligation de cotiser à l'O.N.S.S. (par exemple, les travailleurs détachés vers notre pays et tombant sous l'article 14 du Règlement (CEE) 1408/71 du 14 juin 1971 ou en exécution d'un accord bilatéral entre la Belgique et un pays tiers, ou bien les étudiants assujettis à une cotisation de solidarité), les cotisations prévues aux articles 14 b), 14 c) et 15 seront perçues directement par le Fonds social, suivant les modalités déterminées par le Conseil d'administration.

Section 1 : Cotisations

Article 14

La cotisation due au Fonds social par les employeurs visés à l'article 5, a), se compose de trois parties :

a) Garantie

Chaque entreprise qui demande et obtient un agrément dans une des régions du pays est tenue, pour chaque entité juridique, de verser directement au Fonds social une somme de 74.368,06 Euros, et ce en deux fois :

1.une somme de 24.789,35 Euros doit être versée à la même date que celle du dépôt de la demande d'agrément;

2.une somme de 49.578,71 Euros doit être versée dans les trente jours suivant la date de l'agrément.

Commentaire

Le montant susmentionné est destiné à servir de garantie en cas de difficultés de paiement dans le chef de l'entreprise de travail intérimaire vis-à-vis de ses intérimaires ou vis-à-vis du Fonds social.

Si l'entreprise n'a pas obtenu son agrément en qualité d'entreprise de travail intérimaire ou si l'entreprise a renoncé à poursuivre la procédure nécessaire à l'obtention de cet agrément, elle pourra introduire auprès du Fonds social une demande en remboursement de la somme de 24.789,35 Euros susvisée.

Ce remboursement ne pourra être opéré que pour autant que la demande introduite à cet effet soit accompagnée soit d'un document émanant de l'administration régionale compétente et attestant du non-agrément en qualité d'entreprise de travail intérimaire, soit d'une déclaration sur l'honneur faisant état de la renonciation de l'entreprise à poursuivre la procédure nécessaire à l'obtention de l'agrément.

Les sociétés non agréées comme entreprise de travail intérimaire, mais dont l'activité ressortit dans les faits à la loi du 24 juillet 1987, et plus particulièrement au chapitre II de la législation sur le travail intérimaire, devront verser la somme de 74.368,06 Euros, en une seule fois, dès la première demande émanant du Fonds social. En cas de refus, ce dernier pourra agir en justice pour obtenir paiement.

De la somme de 74.368,06 Euros, un montant forfaitaire de 4.957,87 Euros est définitivement acquis au Fonds social.

Il s'agit d'un montant unique, dû pour couvrir les frais d'ouverture, de traitement et de gestion du dossier.

Le solde, soit 69.410,19 Euros, pourra être remboursé par le Fonds social sur demande de l'entreprise de travail intérimaire dès que cette dernière aura apporté la preuve qu'elle a acquitté des cotisations au Fonds social pour un montant total d'au moins 74.386,06 Euros (par perception directe ou par le biais de l'ONSS) et pour autant qu'elle n'ait pas d'autres dettes vis-à-vis du Fonds social.

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire 124, le solde de 69.410,19 Euros, pourra être remboursé par le Fonds social sur demande de l'entreprise de travail intérimaire dès que cette dernière aura apporté la preuve qu'elle a acquitté des cotisations au Fonds social pour un montant total d'au moins 2.844,58 Euros (par perception directe ou par le biais de l'ONSS) et pour autant qu'elle n'ait pas d'autres dettes vis-à-vis du Fonds social.

Un délai minimum de douze mois devra s'écouler entre le versement de la totalité de la somme 74.368,06 Euros et le remboursement des 69.410,19 Euros.

A la demande d'une entreprise de travail intérimaire qui met fin à son activité d'intérim et qui ne remplit pas les conditions fixées aux deux alinéas précédents, le Conseil d'administration du Fonds social peut, compte tenu des dettes de l'entreprise de travail intérimaire vis-à-vis du Fonds social, décider du remboursement total ou partiel des 69.410,19 Euros, à condition que pour les travailleurs intérimaires ou anciens travailleurs intérimaires de cette entreprise de travail intérimaire, aucune intervention financière du Fonds social n'ait été ou ne doive être effectuée.

En raison du délai de prescription pour les crédits sur salaire, cette procédure de remboursement ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans au moins après la cessation des activités de l'entreprise.

Le remboursement ne peut jamais dépasser le montant de la cotisation à payer par l'entreprise de travail intérimaire en application de l'article 14 b), de l'article 14 c) et, le cas échéant, de l'article 15.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence en faisant valoir l'existence d'un système de garantie équivalent dans leur pays d'origine. Elles doivent apporter la preuve de cette équivalence de manière détaillée. Elles devront ainsi démontrer par voie de preuve écrite que :

- le montant de la garantie versée dans leur pays équivaut au moins à 74.386,06 Euros;

- la garantie est expressément prévue pour des interventions en cas de cessation du paiement des salaires et des cotisations;
- et ce, y compris pour les travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique.

b) Prime de fin d'année

Pour le financement de la prime de fin d'année, une cotisation s'élevant à 8,75 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique est due pour les quatre trimestres 2005.

A partir du 1^{er} janvier 2006, cette cotisation s'élèvera à 8,94% des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique et ce, pour une durée indéterminée.

Procédure de perception :

Pour les travailleurs intérimaires ouvriers, les cotisations sont calculées sur la rémunération brute à 108%.

Pour les quatre trimestres 2005 et le 1^{er} trimestre 2006, la cotisation est recouvrée et perçue directement par l' ONSS conformément à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence .

A partir du deuxième trimestre 2006 la cotisation de 8,94 % est recouvrée et perçue par le Fonds social comme prévu à l'article 13.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, à condition de pouvoir prouver celle-ci par écrit et de manière détaillée.

c) Autres avantages

- Pour financer les avantages sociaux accordés aux intérimaires en vertu de la convention collective de travail du 11 octobre 2005 relative aux avantages sociaux destinés aux travailleurs intérimaires, les employeurs visés à l'article 5 a) doivent payer une cotisation de 0,10 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique et ce, du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2007.
- Pour la réalisation de l'article 3, 8^o, la cotisation due au Fonds social par les employeurs visés à l'article 5 a) est fixée à partir du 1^{er} janvier 2005 et jusqu'au 31 décembre 2006 à 0,10 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique.

Par la conclusion de la convention collective de travail du 19 septembre 2005 relative à la mise au travail de groupes à risque, les parties signataires souhaitent s'inscrire dans le cadre des engagements pris en exécution du chapitre II, section 1^{er}, de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale.

- Pour la réalisation de l'article 3, 9°, une cotisation fixée à 0,30 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique est due au Fonds social par les employeurs visés à l'article 5, a) et ce, du 1^{er} janvier 2005 au 30 juin 2007. Cette cotisation, ainsi perçue, peut être transférée à un fonds sectoriel de formation propre au secteur intérimaire.

Procédure de perception :

Pour les travailleurs intérimaires ouvriers, les cotisations sont calculées sur la rémunération brute à 108%.

Pour les quatre trimestres 2005, ces cotisations sont recouvrées et perçues directement par le Fonds social comme prévu à l'article 13.

Les cotisations dues pour le 1^{er} trimestre 2006 sont recouvrées et perçues directement par l'ONSS conformément à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

A partir du deuxième trimestre 2006, ces cotisations sont recouvrées et perçues directement par le Fonds social comme prévu à l'article 13.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, à condition de pouvoir prouver celle-ci par écrit et de manière détaillée.

Article 15

Une cotisation de 0,35% sur les rémunérations brutes des travailleurs mis à disposition en Belgique est due par les entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire 124, à partir du 1er janvier 2005 et pour une durée indéterminée.

Outre la garantie prévue à l'article 14 a), cette cotisation est destinée à financer la prime de fin d'année comme prévue par les conventions collectives de travail du 16 juin 2003 et du 11 octobre 2005 concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires et au financement des avantages sociaux tels que prévus à la convention collective de travail du 11 octobre 2005 relative aux avantages sociaux destinés aux travailleurs intérimaires.

Procédure de perception :

Pour les quatre trimestres de 2005 et le 1^{er} trimestre 2006, cette cotisation est recouvrée et perçue directement par l'ONSS conformément à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

A partir du deuxième trimestre 2006, cette cotisation est recouvrée et perçue directement par le Fonds social comme prévu à l'article 13.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, à condition de pouvoir prouver celle-ci par écrit et de manière détaillée.

Section 2 : Paiement et sanctions

Article 16

Le montant des cotisations est dû au Fonds social aux 4 dates suivantes de chaque année : 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Article 17

§1^{er}. Les cotisations dues pour le trimestre venu à expiration doivent être payées au plus tard le dernier jour du mois qui suit ce trimestre.

§2. Par dérogation au §1^{er}, les cotisations dues sur des arriérés de rémunération doivent être payées au plus tard dans le mois qui suit celui au cours duquel le droit du travailleur à ces arriérés a été reconnu par l'employeur ou par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Article 18

Les cotisations non payées dans les délais fixés par l'article 17 donnent lieu à une majoration des cotisations dues de 10% et d'un intérêt de retard de 7% l'an à partir de l'expiration desdits délais jusqu'au jour de leur paiement.

Section 3 : Déclaration préalable

Article 19

A cet effet et lorsqu'il s'agit de travailleurs intérimaires détachés vers notre pays, tombant sous l'article 14 du Règlement (CEE) 1408/71 précité ou en exécution d'un accord bilatéral entre la Belgique et un pays tiers, l'entreprise de travail intérimaire est tenue d'avertir le Fonds par écrit et au plus tard avant le début du détachement, du nombre et de l'identité des travailleurs détachés et de la durée du détachement. Elle joindra par ailleurs à cette information copie du formulaire de détachement lorsque celui-ci est requis en exécution de la législation et/ou de l'accord bilatéral entre la Belgique et le pays tiers, tel le formulaire E 101 qui est d'application pour les travailleurs salariés qui se déplacent dans la Communauté.

Article 20

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par une convention collective de travail conclue à la Commission Paritaire pour le travail intérimaire et rendue obligatoire par arrêté royal.

Chapitre V : BUDGET ET COMPTES

Article 21

L'exercice prend cours le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

Article 22

Chaque année, au cours du mois de septembre au plus tard, le budget de l'année suivante est soumis à l'approbation de la Commission Paritaire pour le travail intérimaire.

Article 23

Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 31 décembre.

Le Conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou l'expert comptable désigné par la Commission Paritaire pour le travail intérimaire en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, présentent annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Les comptes de l'exercice écoulé, ainsi que les rapports écrits indiqués à l'alinéa précédent, doivent être soumis à l'approbation de la Commission Paritaire pour le travail intérimaire au plus tard au cours du mois de septembre.

Chapitre VI : ALLOCATIONS ET INDEMNITES. BENEFICIAIRES

Article 24

Les modalités d'octroi des interventions accordées par le Fonds social sont fixées par le Conseil d'administration du Fonds social.

Le Conseil d'administration détermine, en particulier, les dates et les modalités de paiement des interventions accordées par le Fonds social.

Article 25

Pour l'application de l'article 3, 8°, le Conseil d'administration peut notamment, dans les limites des moyens financiers résultant de l'application de l'article 14 c), deuxième tiret:

- organiser des cours et/ou des formations professionnelles;
- intervenir au niveau des programmes de formation et des frais de matériel didactique;
- prendre en charge les rémunérations et charges sociales des travailleurs intérimaires pour la durée des programmes de formation;

- intervenir dans les rémunérations et charges sociales en vue de la mise au travail des travailleurs intérimaires appartenant aux groupes à risque visés à l'article 3, 8°.

Le Conseil d'administration détermine :

- les modalités d'octroi des interventions et les pièces justificatives à joindre aux demandes d'intervention;
- le délai d'introduction des demandes et le délai dans lequel le Conseil statue sur les demandes introduites;
- le remboursement d'interventions éventuellement octroyées indûment lorsque les modalités d'octroi ne sont pas ou plus respectées.

Commentaire

Le remboursement d'interventions éventuellement octroyées indûment, prévu au dernier alinéa de l'article 25, devrait se faire par exemple lorsque le travailleur intérimaire met fin prématurément à sa formation.

Chapitre VII : DISSOLUTION, LIQUIDATION

Article 26

En cas de dissolution du Fonds social, la Commission Paritaire pour le travail intérimaire désigne, sur proposition du Conseil d'administration du Fonds social, les liquidateurs, définit leur pouvoir, fixe leur rémunération et détermine l'affectation des avoirs.

Chapitre VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 27

La présente convention collective de travail remplace et abroge au 1^{er} janvier 2005 la convention collective de travail du 16 juin 2003, conclue au sein de la Commission paritaire pour le travail intérimaire, concernant l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts.

Article 28

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2005.
Elle est conclue pour une période indéterminée.

Elle peut être révisée ou dénoncée à la demande de la partie la plus diligente, moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée au Président de la commission paritaire pour le travail intérimaire.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 2005.

Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of-diensten leveren

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 OKTOBER 2005
BETREFFENDE DE OPRICHTING VAN EEN FONDS VOOR
BESTAANSZEKERHEID VOOR DE UITZENDKRACHTEN EN
VASTSTELLING VAN ZIJN STATUTEN

Hoofdstuk 1 : OPRICHTING, BENAMING, MAATSCHAPPELIJKE ZETEL,
DOEL, DUUR

Artikel 1

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vervangt en heft, met ingang van 1 januari 2005, de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2003 op, afgesloten in het Paritair Comité voor de Uitzendarbeid, betreffende de oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten.

Vanaf 1 januari 2005 regelt onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst de werking van het fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten (hierna "Sociaal Fonds" genoemd), opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst 36 bis van 27 november 1981, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 9 december 1981 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 6 januari 1982.

Artikel 2

De zetel van het Sociaal Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Havenlaan 86C, bus 302.

Artikel 3

Het Sociaal Fonds heeft tot doel :

- 1° het innen van de bijdragen, die nodig zijn voor zijn werking;
- 2° wanneer het uitzendbureau zijn geldelijke verplichtingen niet nakomt tegenover de uitzendkrachten, het betalen aan de werknemers van :
 - a) de lonen welke zijn verschuldigd krachtens de individuele of collectieve arbeidsovereenkomsten;
 - b) de vergoedingen of voordelen welke zijn verschuldigd krachtens de wet of collectieve arbeidsovereenkomsten.
- 3° het verlenen aan de werknemers van elk sociaal voordeel of het verlenen aan de werknemers en werkgevers van diensten, welke het voorwerp zullen zijn van een latere collectieve arbeidsovereenkomst;
- 4° het verlenen aan de uitzendkrachten van voordelen van gelijke aard als deze welke zijn voorzien in de artikelen 33 en 35 van de wet van 26 juni 2002 betreffende sluiting van ondernemingen;

NEERLEGGING-DEPOT

04 -11- 2005

REGISTR.-ENREGISTR.

02 -12- 2005

NR.

77.410/co/322

- 5° bij de uitzendbureaus en de gebruikers alsook bij hun vast personeel en bij hun uitzendkrachten, een geest van veiligheid op de werkplaatsen bevorderen, om de gezondheid en de fysieke integriteit aan de **werknemers** te vrijwaren en hun arbeidsvoorwaarden te verbeteren;
- 6° het verlenen aan de uitzendkrachten van een **eindejaarspremie** onder de voorwaarden en **modaliteiten** bepaald bij de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 16 juni 2003 **betreffende** de eindejaarspremie van de uitzendkrachten voor de **premie** van 2005 en de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2005 betreffende de eindejaarspremie van de uitzendkrachten vanaf de premie 2006;
- 7° het verlenen aan de uitzendkrachten van voordelen van dezelfde aard **als** deze **welke** voorzien zijn in artikel 41 van de wet van 26 juni 2002 betreffende sluiting van **ondernemingen**;
- 8° initiatieven **tot** tewerkstelling van risicogroepen te bevorderen.
- 9° het bevorderen van initiatieven **inzake** vorming.

Artikel 4

Het Sociaal Fonds wordt opgericht voor de duur bepaald in artikel 28.

Hoofdstuk II ; TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 5

Deze **statuten**, alsmede de uitvoeringsmodaliteiten die worden vastgelegd, zijn van toepassing :

- a) op de uitzendbureaus, bedoeld bij artikel 7, 1° van de wet van 24 juli 1987 betreffende tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

Wat betreft de uitzendbureaus, erkend om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, is artikel 14, b en c, en artikel 25 **niet** van toepassing; daarentegen is artikel 15 **wel** van toepassing;

Wat betreft de uitzendbureaus, niet erkend om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, is artikel 15 niet van toepassing.

- b) op de uitzendkrachten, bedoeld bij artikel 7, 3° van de genoemde wet van 24 juli 1987, die door de uitzendbureaus worden tewerkgesteld;

Wat betreft de uitzendkrachten, tewerkgesteld via uitzendbureaus die erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, is artikel 14, b en c, en artikel 25 niet van toepassing; daarentegen is artikel 15 wel van toepassing; Wat betreft de uitzendkrachten, tewerkgesteld via uitzendbureaus die niet erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, is artikel 15 niet van toepassing.

Hoofdstuk III ;BEHEER

Artikel 6

Het Sociaal Fonds wordt beheerd door een Raad van beheer, welke paritair is samengesteld, enerzijds door afgevaardigden van de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers, en anderzijds door afgevaardigden van de werknemers.

Deze Raad bestaat uit veertien leden, zijnde zeven afgevaardigden die worden voorgesteld door de organisaties van uitzendbureaus en van gebruikers, en zeven afgevaardigden die worden voorgesteld door de werknemersorganisaties.

Het Paritair Comité van de uitzendsector wijst de leden van de Raad van beheer aan en ontslaat ze tevens; hij kan het aantal beheerders dat is vastgesteld in het tweede lid wijzigen.

De leden van de Raad van beheer worden genoemd voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat kan worden hernieuwd.

In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een beheerder, voorziet het Paritair Comité in zijn vervanging. Het nieuw aangewezen lid beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Artikel 7

Ieder jaar wijst de Raad van beheer uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Deze functies worden afwisselend uitgeoefend door een afgevaardigde van de uitzendbureaus of de gebruikers, en een afgevaardigde van de werknemers.

De Raad van beheer wijst eveneens de personen aan die worden belast met het secretariaat.

Artikel 8

De Raad van beheer vergadert op uitnodiging van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de Raad ten minste éénmaal per jaar bijeen te roepen, en telkens wanneer ten minste één derde van de leden van de Raad het vragen.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. In geval van afwezigheid van de voorzitter, wordt de zitting van de Raad van beheer voorgezeten door de ondervoorzitter en, bij afwezigheid van deze laatste door de ouderdomsdeken.

De Raad van beheer kan slechts geldig beslissen over de punten **welke** op de agenda staan **vermeld**, en bij aanwezigheid van ten **minste** de **helft** van de **leden** die behoren tot de werknemersafvaardiging en ten minste de helft van de leden die behoren tot de afvaardiging van de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers.

De beslissingen worden **genomen** bij **meerderheid** van de stemgerechtigden in **elke** afvaardiging.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van beheer, en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten.

De **uittreksels** van de notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders, waarvan de ene door de werknemersafvaardiging en de andere door de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers is gemandateerd.

Artikel 9

De Raad van beheer heeft tot opdracht het Sociaal Fonds te beheren, in de **ruimste** betekenis van het woord, daaronder begrepen het treffen van **alle** maatregelen, welke nodig blijken voor zijn goede werking en voor de verwezenlijking van zijn **doel**.

De Raad van beheer **mag** voor het bereiken van de doeleinden bepaald in artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, beslissen dat onkosten gemaakt voor enquêtes, **vorming**, publiciteit en dergelijke door het Sociaal Fonds zullen gedragen worden.

De Raad van beheer bepaalt in zijn jaarlijkse begroting de beheerskosten welke ten **laste** vallen van de opbrengsten van het Sociaal Fonds.

Hij kan een huishoudelijk **reglement** opstellen.

De Raad van beheer wordt bij **elk** optreden, inbegrepen optreden in rechte **als** eisende of **als** verwerende partij, en voor elk doel, geldig vertegenwoordigd door de voorzitter of door de beheerder die hij aanstelt **om** die vertegenwoordiging waar te **nemen**.

De leden van de Raad van beheer zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun opdracht; zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan wegens hun deelneming aan het beheer van het Sociaal Fonds, noch ten opzichte van de verbintenissen van het Sociaal Fonds.

Artikel 9bis

De uitzendbureaus zijn **gehouden** aan het Sociaal Fonds driemaandelijks, uiterlijk voor het einde van de **maand** na het einde van het betrokken kwartaal, een kwartaalaangifte toe te sturen. Dit is een **lijst** met vermelding, voor elke uitzendkracht, van zijn **naam**, **geboortedatum** of rijksregisternummer, verdiende loon en aantal gepresteerde dagen.

Indien die vermeldingen in de **RSZ-aangifte** zijn opgenomen, volstaat het een afschrift daarvan aan het Sociaal Fonds toe te sturen.

De verplichting voorzien in dit artikel geldt ook voor de eventuele rechtzettingen die achteraf aan de **kwartaalaangiftes** worden **aangebracht**.

De erkende uitzendbureaus, die geen **zetel** hebben in **België**, krijgen op voorhand door het Sociaal Fonds een document toegestuurd dat zij dienen te gebruiken voor de **kwartaalaangifte**. Zij dienen **enkel** de prestaties van hun uitzendkrachten, tewerkgesteld op het Belgisch grondgebied te **vermelden**. Het is de verantwoordelijkheid van het erkend uitzendbureau **om** de nodige actie te **ondernemen** opdat de kwartaalaangifte tijdig wordt ingediend.

Commentaar

De vraag naar deze kwartaalaangifte rechtvaardigt zich door de noodzaak aan toezicht en controle, door het Sociaal Fonds, op het legaal functioneren van de uitzendbureaus, al dan niet met zetel in België.

Deze kwartaalaangiftes zijn noodzakelijk opdat het Sociaal Fonds zou beschikken over de informatie die nodig is om zijn opdrachten uit te voeren.

Artikel 10

De Raad van Beheer kan bepaalde opdrachten toevertrouwen aan één of meerdere leden of zelfs aan derden.

Artikel 11

De Raad van Beheer kan het dagelijks beheer overdragen aan een **Directiecomité**, dat paritair is **samengesteld** uit leden van deze Raad, die enerzijds de **ondernemingen** voor uitzendarbeid en de gebruikers, en **anderzijds** de **werknemers** vertegenwoordigen, ten belope van ten minste drie leden voor ieder van beide vertegenwoordigingen.

Het Directiecomité kan slechts geldig beraadslagen indien **alle** leden aanwezig zijn of zijn vertegenwoordigd door een ander lid van dit comité, dat daartoe een regelmatige volmacht heeft gekregen. De beslissingen van het Directiecomité worden genomen bij eenparigheid van **stemmen**.

Hoofdstuk IV ; FINANCIERING

Artikel 12

Het Sociaal Fonds beschikt over de bijdragen **welke** zijn verschuldigd door de in artikel 5, a, bedoelde uitzendbureaus, alsook over de intresten van de geïnvesteerde bedragen.

Artikel 13

De bijdragen voorzien in artikel 14 b) en c) en 15 worden ingevorderd en geïnd door het Sociaal Fonds volgens de modaliteiten, welke door de Raad van Beheer worden bepaald, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, behoudens de afwijkingen vermeld onder artikel 14 b) en c) en 15.

Wat de uitzendkrachten betreft waarvoor er geen bijdrageplicht aan de R.S.Z. bestaat (bijvoorbeeld, degenen die naar ons land zijn gedetacheerd en die vallen onder artikel 14 van de Verordening (EEG) 1408/71 van 14 juni 1971 of ter uitvoering van een bilateraal akkoord tussen België en een derde land, de studenten die onderworpen zijn aan een solidariteitsbijdrage), zullen de bijdragen bedoeld in artikel 14, b en c, en artikel 15 rechtstreeks door het Sociaal Fonds worden geïnd, volgens de modaliteiten, welke door de Raad van Beheer worden bepaald.

Sectie 1 : Bijdragen

Artikel 14

De bijdrage van de werkgevers, bedoeld in artikel 5, a) aan het Sociaal Fonds, bestaat uit drie delen :

a) Waarborg

Elke vennootschap die in één van de gewesten een erkenning aanvraagt en bekomt, dient, per juridische entiteit, rechtstreeks aan het Sociaal Fonds éénmalig een som te storten van 74.368,06 EURO, en dit in twee keer :

- 1° een som van 24.789,35 EURO moet worden gestort op dezelfde datum als die waarop de erkenningsaanvraag wordt ingediend;
- 2° een som van 49.578,71 EURO moet worden gestort binnen dertig dagen volgend op de datum van de erkenning.

Commentaar

Bovenstaand bedrag is bedoeld als waarborg in het geval van mogelijke betalingsmoeilijkheden vanwege het uitzendbureau ten opzichte van zijn uitzendkrachten of ten opzichte van het Sociaal Fonds.

Indien de onderneming geen erkenning als uitzendbureau heeft gekregen of indien de onderneming afziet van de verdere erkenningsprocedure, kan zij bij het Sociaal Fonds een aanvraag indienen met het oog op de terugstorting van de bovengenoemde som van 24,789,35 EURO.

De terugstorting **zal maar** kunnen gebeuren voor zover de desbetreffende aanvraag gepaard gaat met de overlegging van **een** document van het bevoegde gewestelijk bestuur waaruit blijkt dat de onderneming **niet als** uitzendbureau is erkend, of van een verklaring op eer dat de onderneming afziet van de verdere erkenningsprocedure.

De niet als uitzendbureau erkende ondernemingen waarvan de activiteit in feite ressorteert onder de wet van 24 juli 1987, **meer** bepaald hoofdstuk II, van de wetgeving op uitzendarbeid, zullen de **som** van 74.368,06 EURO ineens **moeten** storten op het eerste verzoek van het Sociaal Fonds. In **geval** van weigering, kan het Sociaal Fonds een rechtsvordering instellen.

Van de som van 74.368,06 EURO is een forfaitair bedrag van 4.957,87 EURO **definitief** verworven door het Sociaal Fonds.

Deze som **betreft** een **éénmalige** inning voor opstart-, beheers- en dossierkosten.

De overige 69.410,19 EURO kunnen op verzoek van het uitzendbureau door het Sociaal Fonds worden terugbetaald, van zodra het uitzendbureau het bewijs voorlegt dat het voor een totaal bedrag van minstens 74.368,06 EURO aan bijdragen aan het Sociaal Fonds (via rechtstreeks of onrechtstreekse inning) **heeft** betaald en voor zover het uitzendbureau geen andere schulden heeft aan het Sociaal Fonds.

Voor **wat** betreft de uitzendbureaus, erkend **om** activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, kunnen de overige 69.410,19 EURO op verzoek van het betrokken uitzendbureau door het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten terugbetaald worden, van zodra het uitzendbureau het bewijs voorlegt dat het voor een totaal bedrag van minstens 2.844,58 EURO aan bijdragen aan het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten (via rechtstreeks of onrechtstreekse inning) heeft betaald en voor zover het uitzendbureau geen andere schulden heeft aan het Sociaal Fonds.

Er **moet** een **termijn** van ten **minste** twaalf maanden liggen tussen de betaling van de volledige som van 74.368,06 EURO en de terugbetaling van de som van 69.410,19 EURO.

Op verzoek van een uitzendbureau dat zijn uitzendactiviteit stopzet en dat de in de vorige twee alinea's bepaalde voorwaarden niet vervult, kan de Raad van Beheer van het Sociaal Fonds, rekening houdend met de schulden die het uitzendbureau heeft aan het Sociaal Fonds, beslissen de 69.410,19 EURO geheel of gedeeltelijk terug te betalen, zo er voor de uitzendkrachten van dat uitzendbureau of voor zijn gewezen uitzendkrachten geen financiële tussenkomsten door het Sociaal Fonds zijn gedaan of dienen gedaan te worden.

Als gevolg van de **verjaringstermijn** inzake tegoeden op **lonen**, is deze terugbetalingsprocedure pas mogelijk indien een termijn van minstens vijf jaar verstreken is sinds de stopzetting.

De terugbetaling kan nooit de bijdragen **welke** door de werkgever moeten worden betaald krachtens punt b) en c) van dit artikel, desgevallend artikel 15, overtreffen.

Uitzendkantoren die **geen zetel** hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen t.a.v. een gelijkaardig waarborgsysteem dat bestaat in **hun** thuisland. Ze dienen die gelijkwaardigheid op een omstandige manier aan te tonen. Er dient bij wijze van geschriften te **worden** aangetoond dat:

- de waarborg **minstens** een bedrag **equivalent** aan 74.368,06 EURO bedraagt;
- de waarborg uitdrukkelijk tussenkomt in **geval** van het staken van de betaling van de **lonen** en bijdragen;
- ook van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten.

b) Eindejaarspremie

Voor het financieren van de eindejaarspremie is een bijdrage van 8,75% op de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten verschuldigd voor de vier trimesters van 2005.

Vanaf 1 januari 2006 zal deze bijdrage 8,94 % bedragen van het brutoloon van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten, en dit voor onbepaalde duur.

Inningsprocedure:

Voor de uitzendkrachten-arbeiders worden de bijdragen berekend op het brutoloon aan 108%.

Voor de vier trimesters van 2005 en het eerste trimester 2006 wordt de bijdrage rechtstreeks gevorderd en geïnd door de RSZ, overeenkomstig artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Vanaf het tweede trimester van 2006 wordt de bijdrage van 8,94% gevorderd en geïnd door het Sociaal Fonds zoals bepaald bij artikel 13.

Uitzendkantoren die geen zetel hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen, mits omstandig **schriftelijk bewijs** hiervan.

c) Andere voordelen

- Voor het financieren van de sociale voordelen toegekend aan de uitzendkrachten op grond van de CAO van 11 oktober 2005 met betrekking tot de sociale voordelen bestemd voor de uitzendkrachten, zijn de werkgevers bedoeld bij artikel 5 a) een bijdrage van 0,10% op de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten verschuldigd, dit vanaf 1 januari 2005 tot 30 juni 2007.
- Voor de verwezenlijking van artikel 3, 8° wordt de bijdrage, verschuldigd aan het Sociaal Fonds door de werkgevers bedoeld bij artikel 5 a), met ingang van 1 januari 2005 tot 31 december 2006 vastgesteld op 0,10% van de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten.

Door het sluiten van **een** collectieve arbeidsovereenkomst van 19 september 2005 ter bevordering van de tewerkstelling van risicogroepen **wensen** de ondertekenende partijen zich in te schrijven in de **engagementen genomen** in hoofdstuk II, sectie 1, van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen **betreffende** het sociale overleg.

- Voor de verwezenlijking van artikel 3, 9° **wordt** de bijdrage, verschuldigd aan het Sociaal Fonds door de werkgevers bedoeld bij artikel 5 a) met ingang van 1 januari 2005 tot 30 juni 2007 **vastgesteld** op 0,30% op de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten. Deze **aldus geïnde** bijdrage kan overgedragen worden aan een sectoraal Fonds voor **vorming** eigen aan de uitzendsector.

Inningsprocedure:

Voor de uitzendkrachten-arbeiders worden de bijdragen berekend op het brutoloon aan 108%.

Deze bijdrage wordt voor de vier **trimesters** van 2005 rechtstreeks gevorderd en geïnd door het Sociaal Fonds **zoals** bepaald bij artikel 13.

De bijdragen verschuldigd voor het eerste **trimester** 2006 worden rechtstreeks gevorderd en geïnd door de RSZ, **overeenkomstig** artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Vanaf het tweede trimester 2006 wordt deze bijdrage rechtstreeks gevorderd en geïnd door het Sociaal Fonds **zoals** bepaald bij artikel 13.

Uitzendkantoren die geen **zetel** hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen, **mits** omstandig **schriftelijk** bewijs hiervan.

Artikel 15

De uitzendbureaus, erkend **om** activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, dienen een bijdrage van 0,35% op de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten te betalen, dit vanaf 1 januari 2005 en voor onbepaalde duur. Deze bijdrage is bestemd, naast de waarborg bedoeld in artikel 14, a), voor de financiering van de **eindejaarspremie**, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomsten van 16 juni 2003 en van 11 oktober 2005 betreffende de eindejaarspremie van de uitzendkrachten en voor de financiering van de sociale voordelen zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 oktober 2005 houdende sociale voordelen voor de uitzendkrachten.

Inningsprocedure:

Deze bijdrage wordt voor de vier trimesters van 2005 en het eerste trimester 2006 rechtstreeks gevorderd en geïnd door de RSZ, **overeenkomstig** artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Vanaf het tweede trimester 2006 wordt deze bijdrage rechtstreeks gevorderd en geïnd door het Sociaal Fonds **zoals** bepaald bij artikel 13.

Uitzendkantoren die geen **zetel** hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid **inroepen**, mits omstandig **schriftelijkbewijs** hiervan.

Sectie 2 : Betaling en sancties

Artikel 16

Het bedrag van de bijdragen is **elk** jaar verschuldigd aan het Sociaal Fonds op volgende data : **31 maart**, 30 juni, 30 september en 31 december.

Artikel 17

§1. De bijdragen verschuldigd voor het afgelopen trimester **moeten** betaald worden ten laatste de laatste dag van de **maand** die volgt op dit trimester.

§2. In afwijking van § 1, moeten de bijdragen die op loonachterstallen verschuldigd zijn, ten laatste betaald worden in de maand die volgt op deze gedurende **welke** het recht van de werknemer op deze achterstallen werd erkend door de werkgever of door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing.

Artikel 18

De bijdragen die niet betaald werden binnen de door artikel 17 vastgestelde **termijnen** geven aanleiding **tot** een verhoging van de verschuldigde bijdragen met 10% en met een verwijlrest van 7% per jaar vanaf de vervalddag van hogervermelde termijnen **tot** de dag van hun betaling.

Sectie 3 ; Voorafgaandelijke verklaring

Artikel 19

Hiertoe dient het uitzendbureau, wanneer het gaat **om** uitzendkrachten die naar ons **land** zijn gedetacheerd en die vallen onder artikel 14 van de Verordening (EEG) 1408/71 of ter uitvoering van een bilateraal akkoord **tussen** België en een derde land, uiterlijk vóór de aanvang van de detachering het Sociaal Fonds schriftelijk in kennis te stellen van het aantal en de identiteit van de gedetacheerde werknemers en van de duur van de detachering. Het uitzendbureau **zal** bovendien, wanneer dit is vereist ingevolge de wetgeving **en/of** het bilateraal akkoord tussen België en het derde land, bij die informatie een afschrift voegen van het **detacheringsformulier**, zoals het formulier E 101 dat **geldt** voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.

Artikel 20

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de **wet** van 7 januari 1958 **betreffende** de Fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag van de bijdragen slechts **worden** gewijzigd bij een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het paritair comité voor de uitzendarbeid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Hoofdstuk V- BEGROTING EN REKENINGEN

Artikel 21

Het dienstjaar **neemt** een aanvang op 1 januari en **sluit** op 31 december.

Artikel 22

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de **maand** september, een begroting voor het volgend jaar ter goedkeuring voorgelegd aan het paritair comité voor de uitzendarbeid.

Artikel 23

Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten.

De Raad van beheer, alsmede de krachtens artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, door het Paritair Comité voor de uitzendarbeid aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks een **schriftelijk** verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De rekeningen van het afgelopen dienstjaar, alsook de in het voorgaand lid vermelde **schriftelijke** verslagen, **moeten** uiterlijk tijdens de maand september ter goedkeuring worden voorgelegd aan het paritair comité voor de uitzendarbeid.

Hoofdstuk VI - UITKERINGEN EN VERGOEDINGEN, RECHTHEBBENDEN

Artikel 24

De toekenningsmodaliteiten van de tegemoetkomingen, toegekend door het Sociaal Fonds, worden vastgesteld door de Raad van beheer van het Sociaal Fonds.

De Raad van beheer **legt**, in het **bijzonder**, de data en de betalingsmodaliteiten vast van de tegemoetkomingen, **welke** door het Sociaal Fonds worden toegekend.

Artikel 25

Voor de verwezenlijking van artikel 3, 8° kan de Raad van Beheer, onder **meer**, binnen de perken van de **financiële** middelen, die voortvloeien uit de toepassing van artikel 14 c- -tweede gedachtenstreepje:

- cursussen en/of beroepsvorming **organiseren**(^e);
- tussenkomen in opleidingsprogramma's en in de kosten van didactisch materiaal;
- gedurende de opleidingsprogramma's de **lonen** en sociale lasten van de uitzendkrachten ten **laste nemen**;
- tegemoetkomingen verlenen in de lonen en sociale lasten met het oog op de tewerkstelling van de uitzendkrachten die **tot** de risicogroepen, bedoeld in artikel 3, 8°, behoren.

De Raad van Beheer bepaalt :

- de toekenningsmodaliteiten voor de tegemoetkomingen en de nodige bewijsstukken die bij de aanvragen voor **tussenkomst** gevoegd moeten worden;
- de data waarbinnen de aanvragen ingediend moeten worden en de data waarbinnen de Raad over de ingediende aanvragen een beslissing **neemt**;
- de terugstorting van eventueel ten onrechte uitgekeerde tegemoetkomingen wanneer niet of niet langer aan de toekenningsmodaliteiten is voldaan.

Commentaar

De bij de laatste lid van artikel 22 bedoelde terugstorting van eventueel ten onrechte uitgekeerde tegemoetkomingen, zou **bijvoorbeeld** moeten gebeuren wanneer een uitzendkracht de opleiding voortijdig **beëindigt**.

Hoofdstuk VII :ONTBINDING, VEREFFENING

Artikel 26

Indien het Sociaal Fonds ontbonden wordt, wijst het paritair comité voor de uitzendarbeid, op voorstel van de Raad van beheer van het Sociaal Fonds, de **vereffenaars** aan, bepaalt hun machten, **stelt hun beloning** vast en duidt de bestemming van het vermogen aan.

Hoofdstuk VIII ; SLOTBEPALINGEN

Artikel 27

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vervangt en heft vanaf 1 januari 2005 de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2003 op, afgesloten in het Paritair Comité voor de uitzendarbeid, betreffende de oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten.

Artikel 28

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2005. Deze **overeenkomst** is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan op verzoek van de **meest** gerede ondertekenende organisatie herzien of **beëindigd** worden mits een **opzeggingstermijn** van drie maanden via een ter post aangetekend **schrijven** gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de uitzendarbeid.

Opgemaakt te Brussel op 11 oktober 2005.